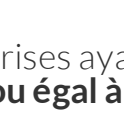


INFOGRAPHIE 5 - AUTRES AIDES

5.1 - FONDS DE SOLIDARITÉ

Le **fonds de solidarité** viendra soutenir les plus petites entreprises qui rencontrent de très fortes difficultés liées à la crise. **Une aide de 1 500€ leur sera versée.**

Qui peut en bénéficier ?



- > Les entreprises ayant un **effectif inférieur ou égal à 10 salariés** ;
- > Les entreprises ayant fait l'objet d'une **interdiction administrative** d'accueil du public entre le 1er et le 31 mars ;
- > **Les personnes physiques** ayant bénéficié d'un congé pour **maladie, accident du travail ou maternité** durant la période comprise entre le 1er mars 2019 et le 31 mars 2019 ;
- > **Les personnes morales dont le dirigeant a bénéficié d'un tel congé** pendant cette période.
- > Les TPE, indépendants et microentrepreneurs dont le **chiffre d'affaires est inférieur à 1 million d'euros** ;
- > Pour les **profession libérales** : avoir réalisé un **bénéfice imposable de moins de 40 000€** au titre du dernier exercice imposable ;
- > **Les entreprises ayant perdu 50% ou plus de leur chiffre d'affaires** du 1er au 31 mars par rapport à la même période de l'année précédente ;
- > **Les entreprises créées après le 1er mars 2019**, ayant perdu 70% de leur CA par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020.

Quelles pièces doivent être fournies pour faire la demande ?



Une **estimation** du montant de la perte de chiffre d'affaires



Une **déclaration sur l'honneur** attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le décret, **l'exactitude des informations** déclarées ainsi que la **régularité de sa situation fiscale et sociale** au 1er mars 2020



Les **coordonnées bancaires** de l'entreprise



Pour les **TPE ou les indépendants concernés**, **1 500€ d'aide rapide** seront débloqués via une simple déclaration sur le site de la **Direction générale des Finances Publiques**. Vous pourrez bénéficier de cette aide **à partir du 31 mars**.

Sera également mis en place un **système « anti-faillite »** pour **les entreprises employant au minimum un salarié**. L'État ne prendra cependant pas en charge les pertes d'exploitation sans dommages des entreprises qui sont la plupart du temps non couvertes par les contrats d'assurance. Une négociation aura tout de même lieu avec les assureurs.

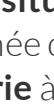
Sont exclues du dispositif : les personnes titulaires d'un contrat de travail à temps complet ou d'une pension de vieillesse ou ayant bénéficié d'indemnités journalières de sécurité sociale d'un montant supérieur à 800€ sur la période.

Il existe une aide de la région, comment en bénéficier ?

Les personnes éligibles au Fonds de Solidarité pourront **solliciter une aide complémentaire forfaitaire de 2 000 €** lorsqu'elles **emploient au moins un salarié** (en CDD ou en CDI), qu'elles se trouvent dans **l'impossibilité de régler leurs dettes dans les 30 jours** suivants et qu'elles **se sont vues refuser un prêt de trésorerie** par leur banque ou que **leur demande est restée sans réponse dans un délai de 10 jours**. Cette demande pourra être effectuée à compter du **15 avril 2020**.



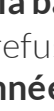
Quelles pièces doivent être fournies pour faire la demande ?



Une **description succincte de sa situation**, accompagnée d'un **plan de trésorerie** à 30 jours, démontrant le risque de cessation de paiement



Une **déclaration sur l'honneur** attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le décret et l'exactitude des informations déclarées



Le **montant du prêt refusé**, le **nom de la banque** le lui ayant refusé et les **coordonnées de son interlocuteur** dans cette banque



D'un point de vue opérationnel, **les Régions instruisent les dossiers et les transmettent aux Préfets pour vérification avant de verser l'aide** (versement par la DGFIP). La décision d'attribution de l'aide est **notifiée à la fois par le Préfet et par la Présidence de la Région**.

5.2 - LA SUSPENSION DES FACTURES

Les petites entreprises, les TPE ainsi que les microentrepreneurs en difficulté pourront bénéficier d'une **suspension du paiement de leurs factures d'eau, de gaz, d'électricité et de loyers**.

Le **gouvernement** est entré dans une **phase de négociation avec EDF et ENGIE pour le gaz**.

L'ensemble de ces mesures sera synthétisé dans un **projet de loi de finances rectificatives** présenté mercredi 18 mars en Conseil des ministres.

Comment en bénéficier ?



Adressez directement par **mail ou par téléphone une demande de report à l'amiable** aux entreprises auprès desquelles vous payez ces factures (votre fournisseur de gaz, d'eau ou d'électricité, votre bailleur...)



Concernant les **commerces des centres commerciaux**, le Conseil National des Centres Commerciaux (**CNCC**) a d'ores et déjà invité ses membres bailleurs à **suspendre les loyers pour l'échéance d'avril**.

5.3 - LA SUSPENSION DES PÉNALITÉS DE RETARD SUR LES MARCHÉS PUBLICS



Le **non-respect des délais d'exécution**, sur lesquels s'est contractuellement engagé le titulaire d'un marché public peut entraîner la mise en œuvre de **pénalités de retard**.

La **reconnaissance par l'Etat et les collectivités locales du Covid-19 comme un cas de force majeure** pour leurs marchés publics implique que **les pénalités de retard ne seront pas appliquées**.

5.4 - SE FAIRE AIDER PAR UN MÉDIATEUR D'ENTREPRISE



Le **Médiateur des entreprises**, placé auprès du ministre de l'Economie et des Finances, **vient en aide aux entreprises et aux organisations publiques** dans le but de **résoudre gratuitement leurs événements litiges** et, plus largement, faire évoluer les comportements d'achats dans le souci de **rééquilibrer les relations clients fournisseurs**. Il intervient également dans le domaine de l'innovation.

Sont concernés les **artisans, TPE, PME, ETI, grands groupes**, en cas de différend avec une autre entreprise dans **l'exécution d'un contrat ou dans le cadre de la commande publique**.

Dans le cadre de la crise, si vous avez des litiges avec des clients ou des fournisseurs qui ne souhaitent plus vous payer ou qui ne se sentent plus liés par leurs obligations contractuelles, vous pouvez **saisir le médiateur des entreprises en ligne**.

En amont d'une saisine, vous pouvez **poser des questions ou demander des conseils sur la marche à suivre en toute confidentialité** grâce au **formulaire de contact**.

Vous pouvez retrouver toutes les informations sur le site **economie.gouv.fr**

5.5 - PROLONGATION DU VERSEMENT DES REVENUS DE REMPLACEMENT

Les demandeurs d'emplois ayant épuisé leur droit pourront obtenir la prolongation du versement de ces allocations pour une durée définie par arrêté du ministre chargé de l'emploi.

Liste des droits épuisés :

- > L'allocation de retour à l'emploi ;
- > L'allocation de solidarité spécifique ;
- > L'allocation d'assurance dont la charge est assurée par les employeurs publics ;
- > L'allocation spécifique pouvant être versée aux intermittents du spectacle ;

Un décret viendra préciser les modalités pour bénéficier de cette aide, notamment la durée de prolongation des droits.



La prolongation s'appliquera aux **demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à compter du 12 mars 2020** et jusqu'à une date fixée par le ministre de l'emploi, ou au plus tard le 31 juillet 2020.



Finalgo
Le financement algo'rythmé

[Accéder au site](#)

